



DEVELOPPEMENT DURABLE RAPPORT 2011





GENERALITES

Portée du rapport :

Ce rapport constitue un (1) Rapport sur le développement durable du cabinet Savin Martinet Associés (SMA), et (2) une Communication sur le progrès de l'application des principes du Pacte Mondial.

Période couverte par la Communication sur le Progrès (COP) :

1 janvier 2011 au 31 décembre 2011

Niveau d'application GRI pour la COP:

C

Date de publication :

Octobre 2012

Accès au rapport électronique :

<http://www.smaparis.com/valeurs.htm>



SOMMAIRE

LA DECLARATION	4
PROFIL DE L'ORGANISATION	5
Nos domaines d'expertise « Pour du droit utile »	5
Nos clients : « Un client pour la vie »	6
LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL	7
LES PRINCIPES PERTINENTS ET APPLIQUES PAR SAVIN MARTINET ASSOCIES	8
NOTRE ENGAGEMENT DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE	10
Notre rénovation Haute Qualité Environnementale (HQE) des bureaux	10
Notre Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE)	13
Nos Réseaux et Partenariats	16
PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME	19
Politique et objectifs	19
Mise en œuvre	19
Mesure des résultats	20
PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DU TRAVAIL	22
Politique et objectifs	22
Mise en œuvre	23
Mesure des résultats	24
PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT	26
Politique et objectifs	26
Mise en œuvre	29
Mesure des résultats	33
PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	34
Politique et objectifs	34
Mise en œuvre	34
Mesure des résultats	35
RESUME DE NOS RESULTATS EN 2011	36
RESUME DE NOS OBJECTIFS POUR 2012	37
CONTACTS	38



LA DECLARATION

« En 2010, le Cabinet rédigeait son premier rapport Développement Durable dans lequel se trouvaient synthétisés les impacts environnementaux, sociaux, sociétaux, économiques et commerciaux de notre cabinet et les actions mises en place en conséquence.



Ainsi, depuis sa création en 2002, le Cabinet s'est résolument inscrit dans une démarche citoyenne, via notamment sa triple certification ISO 14 001, ISO 9001 et OHSAS 18 001, la rénovation HQE de ses locaux, son adhésion au Global Compact Act, début 2010, et l'adhésion en 2011 à la SNB.



Nous considérons nécessaire pour les sociétés du secteur tertiaire, quelle que soit leur taille, de se mobiliser pour promouvoir des objectifs responsabilité sociétale et de respect de l'environnement.

En adoptant une éthique environnementale, sociale et sociétale, nous apportons notre **pierre à l'édifice**.

A l'avenir, et plus que jamais, le Cabinet entend poursuivre ses actions et ses engagements opérationnels pour le développement durable, en tant qu'**acteur du changement**.

Patricia Savin Yvon Martinet, Co-fondateurs



PROFIL DE L'ORGANISATION

Savin Martinet Associés est un cabinet d'avocats reconnu en France. Il est composé d'une équipe jeune et dynamique de 4 associés, 2 avocates *of counsel*, 1 consultant, 6 collaborateurs et 5 assistantes.

L'équipe partage une vision managériale définie : appliquer une expertise juridique de haut niveau tout en privilégiant une approche de « droit utile » et orientée au développement d'une clientèle « pour la vie ».

Nos domaines d'expertise « Pour du droit utile »

Environnement : Sites et sols pollués - ICPE - Assainissement - Déchets - Pollution atmosphérique - Air - Bruit - Fiscalité environnementale...

Hygiène - Sécurité - Santé - Produits chimiques : REACH - Biocides...

Ressources naturelles : Mines - Carrières

Urbanisme - Construction - Immobilier durable : Baux « verts » - HQE - ZAC...

Climat / énergie : Solaire - Eolien - Biomasse - Biogaz - Marchés de CO²...

Biotechnologies : Nanotechnologies...

Alimentation - Consommation

Droit social et économique

Contentieux - Arbitrages - Médiations

Riche d'une **expérience significative** dans le domaine des **risques industriels et immobiliers**, le Cabinet Savin Martinet Associés réalise différents types de missions et activités :

- négociation et rédaction de contrats (cessions, acquisitions, baux, VEFA, BEFA...)
- consultations juridiques
- *due diligence* d'acquisition ouverte (de titres ou d'actifs)
- audits règlementaires, audits de risques
- *reporting* environnemental et social.

Le Cabinet favorise le **travail en équipe**, chaque avocat ayant un domaine de spécialité. La **complémentarité des compétences et l'approche**



pluridisciplinaire des dossiers en découlant ont vocation à garantir au client sécurité et qualité dans la gestion de son dossier.

Cette méthode de travail, conforme au choix de management et d'organisation du travail fait par le Cabinet (triple certification SMI QSE), permet d'optimiser le traitement des dossiers en assurant une qualité constante et pérenne. Une **réunion hebdomadaire** est organisée en **présence de l'ensemble de l'équipe** afin de croiser les regards et les expériences sur les dossiers traités. Chaque membre partage ainsi son savoir-faire et son vécu.

Nos clients : « Un client pour la vie »

Le Cabinet Savin Martinet Associés représente et conseille des **sociétés industrielles françaises et étrangères**, cotées ou non, de toutes tailles et à vocation ou dimension nationale ou internationale.

Le Cabinet assiste également des **aménageurs, promoteurs**, investisseurs, sociétés d'économie mixte, **fonds d'investissements, foncières, assets managers**, collectivités locales, notaires ou particuliers.

Les avocats assistent leurs clients dans **divers secteurs** :

Aéronautique	Bois	Logistique
Agriculture	Chimie	Luxe
Agroalimentaire	Cosmétique	Métallurgie et plastique
Alimentation	Fonds d'investissements	Mines et Carrières
Automobile	Hôpitaux	Restauration collective
Banques d'affaires	Hôtellerie	Transport dangereux
Banques de dépôt	Immobilier	Transport de déchets...
Bâtiment	Laboratoires pharmaceutiques	

Le Cabinet répond à des **appels d'offre** français et européens, dans ces secteurs, notamment à travers l'Institut Français des Experts Juridiques Internationaux (**I.F.E.J.I.**) dont Yvon Martinet est l'un des experts en droit de l'environnement, des ressources naturelles et de l'alimentation.



LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Droits humains

- Principe 1 : Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence
- Principe 2 : Veiller à ce que leur propre compagnie ne se rende pas complice de violations des droits de l'homme

Normes de travail

- Principe 3 : Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociations collectives
- Principe 4 : Eliminer toute forme de travail forcé ou obligatoire
- Principe 5 : Abolir de façon effective le travail des enfants
- Principe 6 : Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

Environnement

- Principe 7 : Appliquer le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
- Principe 8 : Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
- Principe 9 : Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Lutte contre la corruption

- Principe 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin



LES PRINCIPES PERTINENTS ET APPLIQUES PAR SAVIN MARTINET ASSOCIES

Savin Martinet Associés a adopté une **démarche de développement durable** dès sa création en 2002. L'**adhésion au Global Compact** en 2010 n'est que l'expression du renouvellement de cet engagement qui **s'articule** principalement autour de **deux axes** ;

- la **Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE)** ;
- la rénovation **Haute Qualité Environnementale (HQE)** de l'immeuble Haussmannien dans lequel sont situés ses bureaux.

Acteur engagé, le Cabinet Savin Martinet Associés a su adapter son activité à ses valeurs. Il a toujours été animé dans l'optique de constituer un **véritable modèle éthique**. Ses membres sont formés et investis dans une démarche environnementale, sociale et sociétale durable. Pionnier et innovant, le Cabinet a été plusieurs fois salué pour ses initiatives.

- **1^{er} Cabinet d'avocats en Europe à avoir obtenu la triple certification** ISO 9001 (qualité), ISO 14001 (environnement) et OHSAS 18001 (sécurité), de l'AFAQ en 2004. Système de Management Intégré de la Qualité, de la Sécurité et de l'Environnement (SMI QSE). Depuis, cette triple certification a été renouvelée lors des audits triennaux en 2007 puis le 5 octobre 2010.
- **Trophée d'Or du *Managing Partner* de l'année 2006** décerné à **Patricia Savin** pour la mise en place du SMI QSE.
- **1^{er} utilisateur d'un immeuble Haussmannien en France rénové Haute Qualité Environnementale (HQE)** selon le référentiel HQE 2008. **Expert en construction-rénovation HQE**, 5 cibles ont été atteintes en « Très performantes » et 3 en « Performantes ». Les performances énergétiques sont conformes aux exigences du label Très Haute Performance Énergétique (THPE).
- **Trophée d'argent de la meilleure firme entrepreneuriale 2009** dans le cadre des Trophées du Droit et de l'Economie, décerné en mars 2010.



- **Trophée d'argent** 2010 du Droit & de la Finance en tant que **leader** de marché pour l'année 2010.
- **Prix de la meilleure firme française en droit de l'environnement** 2009, 2010 et 2011 délivré par le Magazine britannique ACQ Law.
- **Trophée d'Or** du meilleur cabinet **en droit de l'environnement 2011** dans le cadre des Trophées du Droit et de l'Economie, décerné en février 2011.

La mesure des résultats en matière de Progrès, doit s'apprécier dans un contexte plus global des **engagements en matière de promotion du développement durable** pris par le Cabinet dès sa création.

Ainsi, préalablement à l'évaluation des **10 Principes du Global Compact** au sein du Cabinet au cours de l'année 2011, doivent être rappelées les nombreuses actions concrètes réalisées par le Cabinet en matière de développement durable au sens large.

Suivant cette méthodologie, la pertinence de certains principes par rapport à d'autres a été clairement illustrée.

Le Cabinet pourra donc, au cours de l'année 2012, dans une logique d'amélioration continue, promouvoir les actions idoines pour parvenir à équilibrer ses actions sur l'ensemble des principes et rendre ceux-ci globalement pertinents.



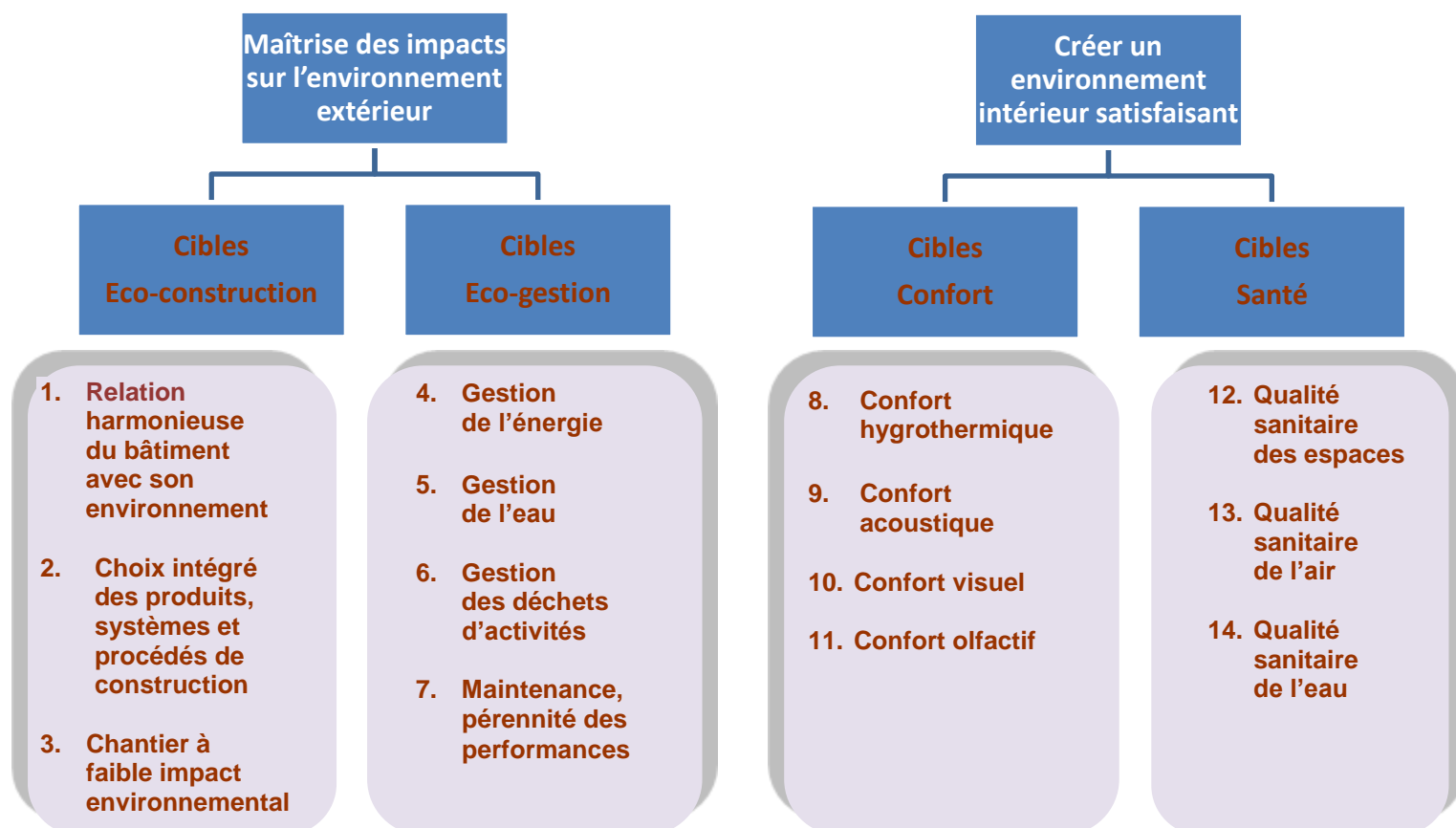
NOTRE ENGAGEMENT DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Notre rénovation Haute Qualité Environnementale (HQE) des bureaux

Installé depuis mai 2009 au 33 rue des Mathurins, Paris 8^{ème}, le Cabinet Savin Martinet Associés a **renové ses locaux professionnels** selon les exigences du **référentiel HQE**. Il s'agit du premier **immeuble haussmannien** faisant l'objet d'une telle rénovation selon le référentiel HQE construction neuve de novembre 2008.

Cet engagement en faveur de la **construction durable** révèle une mise en œuvre des valeurs du Cabinet.

La rénovation, l'entretien, l'usage des locaux ont eu, et auront, un impact moindre sur l'environnement grâce à cette démarche qualité.





Nos engagements dans le cadre de la HQE

La rénovation des locaux selon le **référentiel HQE construction neuve de novembre 2008**, se traduit concrètement par les éléments suivants :

- revêtements muraux et des sols sans COV et non émissifs de particules ou de fibres particulières cancérogènes
- tri sélectif sur le chantier et charte chantier vert
- analyse du cycle de vie de plus de 80% des produits
- bois certifié FSC (Forest Stewardship Council)
- mobilier ISO 14 001 ou équivalent
- récupération de 100% des bordereaux de suivi des déchets
- valorisation de plus de 50% des déchets de chantiers
- doublage des combles
- cuvettes de WC avec double chasse 3/6 litres
- récupérateur d'eau de pluie sur le balcon pour l'arrosage des plantes
- tri sélectif : papiers, piles, toners, magazines, verres...
- voies de passage avec Led et détecteurs de présence
- sources fluorescentes à haut rendement avec température de couleur > 5000 K et indice de rendu (IRD) > 83 ...

5 cibles ont été atteintes en « **Très performantes** » et **3** en « **Performantes** ». Les performances énergétiques sont conformes aux exigences du label **Très Haute Performance Énergétique** : gain énergétique de +21,1% (96 KwEP/m²/an).



Les avantages de la HQE



La démarche HQE a été voulue et pensée pour des raisons **de cohérence, d'éthique et d'économie**.

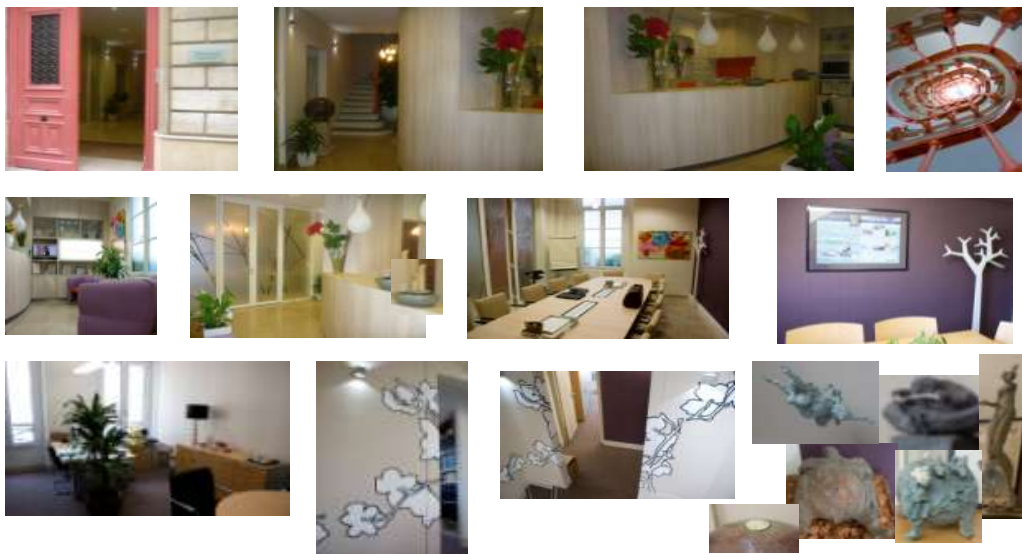
Si la rénovation HQE implique des dépenses de travaux plus élevées qu'une rénovation classique non HQE, celle-ci devient **rentable** assez rapidement. Elle constitue de fait **un investissement**.

Le chantier a eu un **impact écologique réduit**.

Le **confort du bâtiment**, lieu de travail où les membres du Cabinet passent beaucoup de leur temps, est **amélioré**. Le **bien-être** au travail est **favorisé**, notamment en matière de qualité de l'air intérieur.

La **consommation d'énergie et de ressources non renouvelables** est **réduite**, avec une recyclabilité accrue des matériaux utilisés.

Une société vérifie chaque mois le **bon entretien** de l'immeuble et procède si nécessaire aux travaux requis en utilisant exclusivement des produits validés "HQE".



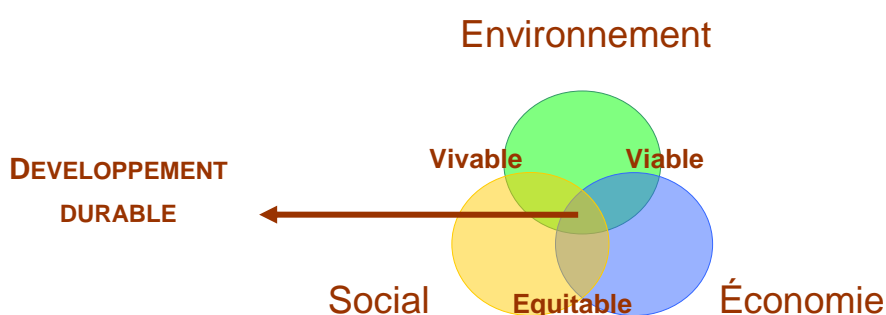


Notre Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE)

Le Cabinet intègre les préoccupations sociétales, environnementales et économiques dans ses activités et dans ses rapports avec les parties prenantes, sur une base volontaire.

Les **pratiques** de l'ensemble de l'équipe ont **évolué** à cette fin.

« Agir local, penser global » René Dubos



Nos engagements dans le cadre de la RSE

La **charte SMI QSE** du Cabinet Savin Martinet Associés, à laquelle ont adhéré tous ses membres, précise les axes du Cabinet en faveur d'une politique d'**amélioration continue** :

- la **qualité de ses prestations**, orientée vers la satisfaction des clients ;
- la **sécurité au travail** ;
- le **respect de l'environnement**, *via* différentes actions précises et concrètes.

Cet engagement se traduit par la **triple certification** par l'AFAQ, le 9 septembre **2004** : ISO 9001 (**qualité**), ISO 14001 (**environnement**) et OHSAS 18001 (**sécurité**). Confirmé le 4 septembre **2007** puis le 5 octobre **2010**. Ce Système de Management Intégré de la Qualité, l'Environnement et la Sécurité (**SMI QSE**) est une **innovation** dans une société de service. Ce management a été salué par l'AFAQ/AFNOR.



Partage des engagements

Les **fournisseurs** du Cabinet se sont engagés à **respecter les principes du SMI QSE**. Le Cabinet informe ses sous-traitants de ses objectifs.

Promotion de l'amélioration continue

Les actions mises en place, l'évaluation des résultats acquis et les objectifs à atteindre, font l'objet d'un suivi, interne et externe, afin de répondre aux exigences du principe d'**amélioration continue**.

Du fait même de sa qualité de société de services triplement certifiée, Savin Martinet Associés organise des revues de direction destinées à évaluer les actions mises en place, ainsi que les progrès et/ou améliorations à réaliser.



Les avantages de la RSE

La mise en œuvre d'une **stratégie** et d'une **politique** dans le domaine de la **responsabilité sociétale de l'entreprise** stimule et valorise le travail de chacun. Les avantages retirés de cette expérience responsable sont nombreux et considérables, en particulier pour une structure tournée vers le service et l'accompagnement.

Le management environnemental constitue une source d'investissement, souvent immatériel, dont les impacts à moyen terme sont importants. Ainsi, la lutte contre le gaspillage permet d'éviter une surconsommation des ressources naturelles et a un impact économique considérable. La responsabilité sociétale permet de réaliser des **gains de productivité et des réductions de coûts**. Les nombreuses actions mises en œuvre par le Cabinet en matière de RSE sont commentées au regard des 10 Principes du Pacte Mondial ci-dessous.

La **responsabilité sociétale** de Savin Martinet Associés fait partie intégrante de son **identité**. C'est avec **fierté** que le Cabinet agit avec une recherche de **cohérence** et de mise en œuvre de **valeurs humaines et environnementales**.

Cette démarche répond aux **attentes des parties prenantes**, permettant de **développer les activités** du Cabinet.

En matière d'achats, cela garantit un **meilleur accès aux ressources** et **renforce les relations avec les fournisseurs**.

L'équipe est **mobilisée**, ainsi que les parties prenantes externes du Cabinet autour de valeurs communes, de projets partagés et ouverts vers l'extérieur. Soucieux de privilégier cet échange et **dialogue avec ses parties prenantes**, le Cabinet crée des partenariats divers, parmi eux, un réseau autour de son expertise en matière de risque chimique et un réseau professionnel au niveau européen depuis 2004.



Nos Réseaux et Partenariats

HSE Signature

Pour répondre notamment aux exigences de **REACH** et de la réglementation liée à l'**hygiène et sécurité industrielle**, le Cabinet Savin Martinet Associés, la société Patrick Lévy Consulting, le groupe Itecor et le laboratoire CEHTRA se sont regroupés au sein d'« **HSE Signature** » : <http://www.itecor.net/hsesignature/contact.htm>.



HSE Signature propose une **offre complète** et expérimentée de prestations intégrées de conseil stratégique à **forte valeur ajoutée** sur les principaux axes impactés par **REACH** et la réglementation liée à l'**hygiène et sécurité industrielle** par le recours à une expertise dans chacun des domaines concernés.

- Juridique et le réglementaire : **Savin Martinet Associés**
- Technique de mise en œuvre : **Patrick Lévy consulting**
- Système d'information de l'entreprise : **Itecor**
- Laboratoires : **CEHTRA**

IUROPE

Le Cabinet est membre de l'Alliance IUROPE, Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) créé en 1992, composé des cabinets CBH (Allemagne), Monard D'Hulst (Belgique), Jausas (Espagne), SMA (France), Baudino (Italie) et Van Iersel (Pays Bas).



IUROPE est tourné vers les acteurs économiques à la recherche d'équipes **d'avocats européens**, membres de cabinets de taille et de culture comparables, pratiquant des **honoraires** accessibles et délivrant un service de qualité, mettant en avant la **réactivité**, la **pro activité**, et **l'opérationnalité** des conseils. Site <http://www.iurope.eu/>.

Les membres d'IUROPE ont à leur actif de nombreuses opérations réalisées en commun, travaillant ensemble avec une confiance, une réactivité et une pro activité stimulantes et efficaces.

IUROPE peut compter sur une liste de **partenaires** dans les autres pays européens, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Asie, en Russie...

Autres partenariats

Le Cabinet participe et promeut divers partenariats privilégiant une **relation et le dialogue avec ses parties prenantes**, comme notamment :

Achats Concept Eco, Agrion, Climat Mundi, Comité 21, Orée, Planète-Urgence, Prorecyclage :

- structures engagées dans le développement durable et l'aide à leurs adhérents pour mener des efforts citoyens.



Ordre des Avocats, Conseil National des Barreaux, ... syndicats et/ou associations professionnelles (Union des Jeunes Avocats, l'Association des Conseils d'Entreprises...) :

- entités professionnelles impliquées dans la promotion de valeurs liées au **développement durable, la défense des droits de l'homme et les échanges internationaux** ;
- formations et/ou rencontres avec des acteurs engagés dans le développement durable. Ces rencontres bénéficient d'une grande diffusion auprès de 24 000 avocats de Paris et de la société civile dans son ensemble.

ADI (Directeurs immobiliers), **AFILOG** (logistique), **AMRAE** (risk management), **France Biotech** (biotechnologies), **ICC France** (ressources naturelles et environnement) :

- lieux d'échanges et de mise en commun d'expériences concernant les principaux domaines d'expertise du Cabinet.

Institut Français des Administrateurs (IFA) :

- association de référence des administrateurs de sociétés cotés ou non.

Association Française des Docteurs en Droit (AFDD), Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE), Cercle des environnementalistes :

- associations de juristes de l'environnement et de docteurs en droit menant un travail de veille des dossiers environnementaux et d'actualité juridique.

Le **Groupement Haussmann Qualité Environnement**, avec l'équipe ayant mené la rénovation Haute Qualité Environnementale (HQE) des locaux : MEMO (maîtrise d'œuvre), Sato (architecte), Prévention Consultant (AMO HQE) et Deger (entreprise générale) a été créé. Un site lui a été dédié : <http://www.sato-associes.fr/hqe/patricia-savin.html>



PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Rappel des principes

Principe 1 : Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence

Principe 2 : Veiller à ce que leur propre compagnie ne se rende pas complice de violations des droits de l'homme

Politique et objectifs

Le Cabinet sélectionne des fournisseurs qui proposent des produits respectueux de l'environnement et **fabriqués dans des conditions conformes à la dignité humaine**.

Dans son rôle de **défenseur des garanties**, le Cabinet favorise des actions d'entraide et de solidarité avec les acteurs de la société dans son sphère d'influence.

Mise en œuvre

Respect de la diversité culturelle et respect d'autrui

L'adhésion au **réseau Iurope**. Avant d'être un réseau professionnel, IUROPE est un lieu de partage et d'amitié. Le réseau promeut les échanges et compte sur une liste de **partenaires** dans les autres pays européens, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Asie, en Russie...

Avec les membres d'**Iurope**, le Cabinet a participé à de nombreuses opérations réalisées en commun, travaillant ensemble avec une confiance, une réactivité et une pro activité stimulantes et efficaces.



Le Cabinet et ses membres s'engagent, à travers des initiatives lancées par des entités professionnels, dans des **actions de solidarité** comme : le Bus de la Solidarité, l'Institut des Droits de l'Homme du Barreau de Paris ou encore InitiatDroit.

Achats responsables : commerce équitable et échanges commerciaux viables

Savin Martinet Associés est engagé dans la promotion du commerce équitable et du développement des échanges commerciaux viables, en faisant systématiquement appel aux **fournisseurs et prestataires** ayant été **certifiés ou bénéficiant des labels** attestant de leur engagement en faveur du commerce équitable et du développement durable.

Le Cabinet achète prioritairement des **produits biologiques ou résultant du commerce équitable** (café, eau, biscuits, sucres...), ainsi que du **matériel bureautique** auprès de **fournisseurs eux-mêmes ISO 9001 et/ou 14001** (mobiliers, toners, papiers...).

A ce propos, le Cabinet privilégie la commande de **plateaux-repas** à base de produits haut de gamme **labélisés et bio** favorisant l'agriculture raisonnée (les poissons notamment issus des zones de pêche durable...).



Mesure des résultats

Par rapport aux actions décidées en 2010, l'année 2011 a permis au Cabinet de constater que ses comportements éthiques et notamment, que **les critères de choix des prestataires et/ou fournisseurs**, engagés dans la promotion du commerce équitable et du développement durable, pouvaient influencer ceux de ses partenaires.



Ainsi, par exemple, le choix de l'enseigne **Déjeuner Livré**, en 2010, a suscité l'intérêt des clients et/ou partenaires ayant découvert ce concept lors de leur passage au Cabinet.

Ce constat s'applique à d'autres produits dont les clients et/ou partenaires du Cabinet sont destinataires.

Une logique de « bouche à oreille » s'instaure et le rôle du Cabinet en tant qu'acteur du changement dans sa sphère d'influence est pleinement affirmé.

En matière de **protection du droit international relatif aux droits de l'Homme**, le Cabinet a su contribuer à cet objectif, par son expertise et sa vision claire de respect des libertés.

En 2011, il a prêté son soutien aux associations, d'experts ou autorités publiques, impliquées dans ces sujets.

Les Principes 1 et 2 du Global Compact sont intégrés et en ligne avec les actions menées par le Cabinet et notamment avec sa vision et ses valeurs.

En 2012, ces actions pourraient être enrichies par des objectifs précis à atteindre.



PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DU TRAVAIL

Rappel des principes

- Principe 3 : Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociations collectives
- Principe 4 : Eliminer toute forme de travail forcé ou obligatoire
- Principe 5 : Abolir de façon effective le travail des enfants
- Principe 6 : Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

Politique et objectifs

CIBLES	ENJEUX	OBJECTIFS
Prévention des accidents	Santé et sécurité au travail	Réduire, voire supprimer le risque d'accidents du travail
Qualité du lieu de travail	Santé et sécurité	Favoriser les échanges et le travail de qualité dans un cadre offrant des conditions de travail agréables
Formation et carrière	Bien-être	Promouvoir une politique de développement de carrière
Egalité des chances	Bien-être au travail	Respecter la parité Homme-Femme
Dialogue et communication	Bien-être au travail	Renforcer les rapports personnels / professionnels de qualité



Mise en œuvre

Adhésion à un système de management de la Sécurité au Travail

Par sa **Certification OHSAS 18001 (sécurité)**, Savin Martinet Associés a mis en place et renforce en permanence sa politique en matière de sécurité au travail et le bien être de ses collaborateurs.

Un **document unique**, régulièrement mis à jour, recense les dangers et propose des remèdes.

Une **formation aux premiers secours** est assurée, par fréquence trisannuelle, à tous les collaborateurs du Cabinet, par la Protection Civile de Paris qui remet un diplôme, délivré par le Ministère de l'Intérieur et la Fédération Nationale de Protection Civile.

Le cabinet participe à des **cours de Qi Gong** tous les lundis à 11 h 15 au square Louis XVI, tout près du cabinet. Ces cours sont ouverts à tous.

Un lieu de travail agréable et sûr pour tous

Dans le cadre de la démarche HQE, Savin martinet Associés a choisi des revêtements muraux et sols sans composés organiques volatils (COV) et non émissifs de particules ou fibres cancérigènes

Les occupants des locaux du Cabinet bénéficient, grâce aux équipements et techniques choisis, d'un **éclairage adéquat** ; d'une **température modérée** constante et aussi d'une très **bonne ventilation**. Facteurs permettant un environnement de travail de qualité.

Dans cette même optique, les produits d'entretien du cabinet sont rigoureusement sélectionnés pour leur **absence d'émissions nocives** dans l'atmosphère et sur les lieux de travail, ainsi que leur caractère **biodégradable**.

Un **accès handicapé par rampe amovible** est prévu et l'**ascenseur** complète le cadre de travail performant et agréable pour l'équipe du Cabinet et les personnes ayant accès à ses locaux.



Un cadre de travail dans le respect d'autrui et le partage

Au-delà du bien être physique, le bien être psychologique et émotionnel des collaborateurs et salariés du Cabinet est une priorité.

Ainsi, plusieurs actions tendent à promouvoir des échanges de qualité. La communication et le dialogue sont au centre de ces actions.

Les **réunions hebdomadaires** chaque mardi matin (lundi midi à compter de janvier 2012) permettent d'échanger des informations sur les dossiers, les clients et la vie du Cabinet. Elles sont aussi un lieu d'échange où sont évoqués les moments forts dans la vie des collaborateurs et salariés.

La formation est un aussi un outil d'intégration. Savin Martinet Associés a mis en place, en tant qu'organisme de formation agréé, **un programme de formation interne** en droit de l'environnement et du développement durable. Ces formations sont assurées par binôme, ce qui favorise les liens entre tous.

Un **Bilan annuel** avec chaque membre du Cabinet et les associés résume les progrès accomplis et les objectifs à atteindre. Le dialogue et l'échange réciproque sont ainsi privilégiés.

Mesure des résultats

En 2011, deux ans après l'arrivée dans ses nouveaux locaux rénovés HQE, le Cabinet a réalisé divers actions tendant à améliorer le confort et l'aspect esthétique de ses locaux. Quelques outils bureautiques ont été remplacés, ainsi que les plantes d'intérieur.

Afin de diminuer les déplacements, soit par les escaliers, soit par l'ascenseur, il a été décidé de placer sur chaque palier un tiroir contenant



les fournitures de bureau, se trouvant préalablement soit au rez-de-chaussée, soit à la cave.

Une grande **campagne d'archivage** de dossiers a permis de dégager de la place dans les bureaux mais surtout de donner plus d'espace et de confort aux avocats et/ou stagiaires.

En 2011, la promotion d'une **politique de développement de carrière** pour les avocats du Cabinet a été renforcée. Ils ont participé d'avantage aux formations externes dispensées en partenariat avec des organismes professionnels de formation (EFE, Business Immo ..) ou des institutions académiques renommées (HEC, Université de Versailles Saint Quentin, EFB, Université de Poitiers ...)

Au cours de l'année 2011, le Cabinet a souhaité renforcer son rôle d'**accompagnement** et de **formateur des élèves avocats**. Un « tuteur », en complément du maître de stage, est désigné parmi les avocats du Cabinet pour accompagner et assister le stagiaire. De même, le Cabinet a décidé de soutenir le programme dit du « Stage International » du Barreau de Paris. Une avocate anglaise a donc été accueillie en novembre 2011.

Les Principes 3 à 6 du Global Compact sont formalisés parmi les objectifs de la politique sécurité et appliqués et vécus au quotidien.

Ces actions pourraient, en 2012, être promues plus largement vers la société civile.



PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

Rappel des principes

- Principe 7 : Appliquer le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
- Principe 8 : Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
- Principe 9 : Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Politique et objectifs

CIBLES	ENJEUX	OBJECTIFS
Environnement du bâtiment	<p>Répondre aux enjeux prioritaires définis par la qualité environnementale du bâtiment (QEB)</p> <p>Tirer profit des avantages du site et intégrer ses contraintes</p> <p>Réduire les impacts sur les usagers et l'environnement</p>	<p>Aménagement de la parcelle pour un développement durable</p> <p>Qualité d'ambiance des espaces intérieurs et extérieurs pour les usagers</p> <p>Réduction des impacts du bâtiment sur le voisinage</p>
Produits, systèmes et procédés de construction	<p>Nettoyage et entretien du bâtiment facilités</p>	<p>Choix constructifs pour la durabilité et l'adaptabilité du bâtiment</p>



CIBLES	ENJEUX	OBJECTIFS
	Produits de construction avec analyse du cycle de vie (ACV)	Choix des produits de construction limitant les impacts environnementaux et sanitaires du bâtiment
Chantier à faible impact énergétique	Réduire les impacts environnementaux des chantiers	Optimisation de la gestion des déchets de chantier Limitation des nuisances pendant le chantier
Gestion de l'énergie	25% des émissions de CO2 proviennent de l'énergie consommée dans le secteur du bâtiment Objectifs « Facteur 4 » pour 2050	Réduction de la demande énergétique Réduction de la consommation d'énergie primaire Réduction des émissions de polluants dans l'atmosphère
Gestion de l'eau	Limiter l'épuisement de la ressource eau Prévenir les pollutions potentielles et les risques d'inondation	Réduction de la consommation d'eau potable Optimisation de la gestion des eaux pluviales Gestion des eaux usées
Gestion des déchets d'activité / Déchets conventionnels	Limiter la production de déchets ultimes en phase d'exploitation	Optimisation de la valorisation des déchets d'activité Optimisation du système de gestion des déchets
Maintenance, pérennité des performances	Garantir une bonne maintenance du bâti et de ses équipements	Maintien des performances des systèmes de chauffage et de ventilation



CIBLES	ENJEUX	OBJECTIFS
		<p>Maintien des systèmes d'éclairage</p> <p>Maintien des performances des systèmes de gestion de l'eau</p>
Confort hygrothermique	Assurer le besoin de dissiper la puissance métabolique du corps humain par des échanges de chaleur sensible et latente avec l'ambiance dans laquelle il se trouve	<p>Optimisation du confort hygrothermique en hiver et en été</p> <p>Création de conditions de confort hygrothermique en hiver et en été</p>
Confort acoustique	Assurer une qualité d'ambiance acoustique d'un lieu et le confort procuré	Optimisation des dispositions architecturales pour protéger les usagers des nuisances acoustiques
Confort visuel	Eviter la fatigue et les problèmes de santé liés aux troubles visuels	<p>Optimisation de l'éclairage naturel</p> <p>Eclairage artificiel confortable</p>
Confort olfactif	<p>Ne pas ressentir d'odeurs fortes et/ou désagréables</p> <p>Retrouver des odeurs considérées agréables</p>	<p>Garantie d'une ventilation efficace</p> <p>Maîtrise des sources d'odeurs désagréables</p> <p>Création d'une ambiance olfactive agréable</p>



Qualité sanitaire des espaces	Prise en compte des risques sanitaires liés aux champs électromagnétiques et aux conditions d'hygiène	Maîtrise de l'exposition électromagnétique Création de conditions d'hygiène spécifiques
Qualité sanitaire de l'air	Prise en compte des risques sanitaires liés aux polluants	Garantie d'une ventilation efficace Maîtrise des sources de pollutions internes et externes
Qualité sanitaire de l'eau	Assurer la qualité sanitaire de l'eau	Garantie de la qualité et durabilité des matériaux Maîtrise de la température dans le réseau intérieur Maîtrise des traitements
Fournitures de bureau	Maximiser le cycle de vie des fournitures de bureau	Choisir des fournitures durables Recycler ou réutiliser les fournitures
Consommation d'énergie dans les bureaux	Minimiser la consommation d'énergie	Réduire la consommation d'énergie inutile ainsi que les pertes

Mise en œuvre

Consommation responsable

Fournisseurs choisis en fonction de **critères environnementaux**
Fournisseurs s'étant engagés à **respecter les principes SMI QSE**
Fournisseurs et prestataires dotés de **certifications et/ou de labels**



Tri des déchets et recyclage

Tri des **papiers, magazines, journaux, carton, plastique, déchets alimentaires...**

Récupérateurs de **piles usagées**

Récupérateurs de **cartouche d'encre** d'imprimantes, de toners.

Engagement associatif pour le développement durable

Afin de renforcer sa démarche Développement Durable, le Cabinet est devenu membre actif d'associations engagées dans une action citoyenne.

Achats Concept Eco (www.achats-eco.com) sélectionne des **fournisseurs sur des critères environnementaux et éthiques**. Savin Martinet Associés a ainsi accès à cette liste de fournisseurs respectueux de l'environnement et des droits humains.

Adhérent de l'association **Agrion** (www.agrion.org), le Cabinet contribue à la détermination de sujets et de réflexions sur les thèmes se rapportant à **l'énergie**.

Membre du Groupe **Photovoltaïque et Développement durable d'AFILOG** (www.afilog.org), le Cabinet échange avec des acteurs impliqués en faveur du développement des énergies renouvelables en France.

Partie prenante de **Comité 21** (www.comite21.org), le Cabinet participe à **faire vivre l'Agenda 21** en France, programme d'action pour le XXI^{ème} siècle décidé au Sommet de la Terre à Rio.

Avec **Orée** (www.oree.org), dont Patricia Savin est **Secrétaire Générale**, Savin Martinet Associés participe à une **réflexion** avec d'autres entreprises et collectivités sur la **prise en compte opérationnelle de l'environnement**, notamment sur le management environnemental et sa mise en application **à l'échelle d'un territoire**.



Le cofinancement par le Cabinet de foyers de cuisson à haut rendement en Erythrée et de fabrication d'électricité à partir de biomasse en Inde, via **Climat Mundi** (www.climatmundi.fr) a permis d'améliorer les **conditions de vie** des familles et de lutter contre la **désertification**, ainsi que de **compenser volontairement les émissions de CO2** issues de ses activités.

Prorecyclage (<http://www.prorecyclage.com/index.html>), dont Yvon Martinet est trésorier, est une plate-forme d'informations s'appuyant sur son réseau de partenaires, pour promouvoir une nouvelle approche de gestion des déchets.

Economies de ressources naturelles

Led et détecteurs de présence dans les voies de passage et sanitaires.
Extinction des appareils (photocopieurs, ordinateurs...) et écrans plutôt que l'utilisation du mode veille.
Utilisation de **papier recyclé**.
Récupération des feuilles utilisées sur un recto pour utiliser le verso en brouillon ou en impression.
Réduction de l'utilisation de papier en photocopiant et en imprimant recto/verso, et/ou 2 pages par feuille.
Utilisation de tasses en porcelaine et thermos en interne et avec les clients : absence de machines à café ou à thé utilisant des gobelets jetables.

Financement de la plantation d'arbres en Indonésie et au Mali

Financement de la **plantation** de 2008 **arbres** de mangroves en **Indonésie** et 2008 arbres au **Mali** dans le cadre des projets « Opération 1 million d'arbres au Mali » et « Opération 5 millions d'arbres en Indonésie à Sumatra » *via* l'organisme **Planète Urgence**.

Bâtiment HQE

Maîtrise des consommations d'énergies.
Revêtement muraux et sols sans composés organiques volatils (COV) et non émissifs de particules ou fibres cancérogènes.
Tri sélectif sur le chantier
Charte chantier vert...



Prévention des atteintes à l'environnement

Savin Martinet Associés n'utilise que des **toners et cartouches d'encre rechargeables et/ou recyclés**, n'imprime que sur du papier **rechargeable et/ou recyclé** et a instauré un système de « **papier brouillon** » qui permet l'utilisation recto verso du papier.

Les produits d'entretien du cabinet sont rigoureusement sélectionnés pour leur absence d'émissions nocives dans l'atmosphère et lieu de travail, ainsi que leur caractère **biodégradable**.

De plus, le Cabinet a placé dans chaque bureau, salles de réunions et entrée des **plantes** sélectionnées pour leurs actions préservant l'environnement, comme la purification de l'air par exemple. Et afin d'informer chacun sur les particularités de chaque plante, une **affichette** est fixée sur son support en bois au centre de chacune d'elles, précisant le nom de la plante, son origine et ses actions précises sur l'environnement.

Actions de sensibilisation au développement durable

Promotion externe du droit de l'environnement et développement durable. Régulièrement, le Cabinet organise des rencontres avec des acteurs engagés dans l'environnement et le développement durable. Ces rencontres font l'objet d'une très large diffusion auprès de 24 000 avocats de Paris, ainsi que de la société civile via les partenaires du Cabinet.

En 2011, au sein de la **Commission Environnement et Développement Durable de l'Ordre des Avocats de Paris**, présidée par Patricia Savin, ont été abordés par exemple les sujets : « Biodiversité : l'après politique et juridique de la conférence de Nagoya » ; « Nouvelles technologies et environnement : IT for green ou green for IT ? » ou encore « La QPC en environnement ».

Réduction de la consommation des fournitures et consommables

En matière de réduction de la consommation de papiers, il a été décidé de remplacer l'usage systématique du papier à en-tête (couleur et 100 grammes) par l'utilisation du papier recyclé à en-tête en noir et blanc pour toutes les communications courantes du Cabinet (facturation, réponses aux candidatures, commandes de toute sorte, etc.).



Mesure des résultats

En 2011, les engagements du Cabinet en matière de **protection de l'environnement** et de **sensibilisation au développement durable**, se sont fortement consolidés.

Fier de nombreuses actions faites en matière d'environnement mais conscient à la fois de la nécessité de mesurer celles-ci, le Cabinet a programmé en 2012, une « évaluation blanche » au regard des critères de la nouvelle norme ISO 26000. Cet exercice doit contribuer à la maturité du **Système de Management Intégré QSE**.

Il n'y a pas eu d'enquête de satisfaction en 2011, cependant, les manifestations de satisfaction des clients sont nombreuses et ne concernent pas uniquement les services juridiques fournis. Elles portent également sur les actions résultant de la **politique développement durable** et **RSE du Cabinet**.

Les résultats attendus par rapport à 2010 sont donc très positifs : à une prise de conscience des enjeux environnementaux par toute l'équipe, s'ajoute une implication de la part de nos différentes parties prenantes.

Il y a deux constats importants concernant les 3 principes (7, 8 et 9) du **Global Compact** relatifs à l'environnement. D'une part, ils sont largement formalisés en tant qu'objectifs dans **la politique du Cabinet**, ils sont pratiquement au cœur du SMI. D'autre part, le plus grand nombre des actions engagées en 2011 relèvent de ces trois principes. Leur pertinence est donc largement confirmée.



PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Rappel des principes

Principe 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Politique et objectifs

Par son **éthique**, les **règles déontologiques** et les **principes essentiels** propres à la profession d'avocat, sous réserve du respect du principe du secret professionnel, l'ensemble des avocats du Cabinet est concerné et notamment invité à agir activement dans les actions de **lutte contre la corruption** dans toutes ses formes.

Mise en œuvre

Le Règlement Intérieur du Barreau de Paris, dont Yvon Martinet est le vice-bâtonnier, précise à son article 1.5 « Devoir de prudence » que :

« En toutes circonstances, la prudence impose à l'avocat de ne pas conseiller à son client une solution s'il n'est pas en mesure d'apprécier la situation décrite, de déterminer à qui ce conseil ou cette action est destiné, d'identifier précisément son client.

A cette fin, l'avocat est tenu de mettre en place, au sein de son cabinet, une procédure lui permettant d'apprécier, pendant toute la durée de sa relation avec le client, la nature et l'étendue de l'opération juridique pour laquelle son concours est sollicité.

Lorsqu'il a des raisons de suspecter qu'une opération juridique aurait pour objet ou pour résultat la commission d'une infraction, l'avocat doit immédiatement s'efforcer d'en dissuader son client. A défaut d'y parvenir, il doit se retirer du dossier ».

(Article créé – décision à caractère normatif n° 2011-002 adoptée par l'AG du CNB le 17 et 18 juin 2011)



Mesure des résultats

Le Cabinet ne s'est pas fixé des objectifs précis en relation avec le Principe 10 et, par conséquent, la mesure des résultats ne peut pas s'appliquer à ce principe.

Cependant, l'absence d'objectif explicite n'est pas de nature à impacter la pertinence de ce Principe par rapport aux activités et au **rôle du Cabinet**. Un objectif précis pourra même être redondant car, déontologiquement, tous les membres avocats du Cabinet sont, de plein droit, tenus à cette obligation de surveillance et de refus absolu de ses pratiques. Le **Principe 10 est donc totalement pertinent par rapport aux missions et la politique du Cabinet**.

Il ne semble donc pas nécessaire de formaliser un objectif à ce sujet.



RESUME DE NOS RESULTATS EN 2011

Amélioration du confort et de l'aspect esthétique, ainsi que réparations légères des locaux en cohérence avec les critères HQE appliqués en 2009.

Remplacement de certains outils bureautiques pour assurer le confort et le bien être des collaborateurs et salariés et un plus efficace accomplissement des missions confiées.

Mise à disposition de fournitures de bureau dans chaque étage, afin de diminuer les déplacements des collaborateurs et réduire les risques liés à l'utilisation des escaliers ou de l'ascenseur.

Lancement d'une campagne d'archivage de dossiers afin de dégager de la place dans les bureaux et offrir plus d'espace et de confort aux avocats et/ou stagiaires en réduisant les risques.

Implication accentuée des collaborateurs du Cabinet dans la gestion des formations externes dispensées par Savin Martinet Associés en partenariat avec des organismes professionnels de formation ou des institutions académiques d'enseignement supérieur.

Renforcement du rôle d'accompagnement et de formation par la désignation d'un « tuteur » chargé d'accompagner et assister les stagiaires arrivant au Cabinet, en complément des fonctions du maître de stage.

Soutien au programme d'accueil des avocats étrangers à Paris dénommé « Stage International » conduit par le barreau de Paris.

Réduction de la consommation des papiers à en-tête par le choix d'utiliser papier recyclé à en-tête imprimé en noir et blanc pour les communications courantes du Cabinet.



RESUME DE NOS OBJECTIFS POUR 2012

Développer et mettre en valeur, le **Partenariat** au cœur de l'immeuble HQE, avec des confrères et amis du Cabinet, locataires des locaux, acteurs aussi du développement durable, sous le nom de la "**Pépinière**".

Conduire une réflexion, sur les actions qui pourraient contribuer à accentuer la pertinence de certains principes du Global Compact moins appliqués par rapport à d'autres.

Savin Martinet Associés fêtera ses 10 ans en 2012. Cet anniversaire important devrait être l'occasion de **réviser les politiques et les objectifs** fixés lors de la création du Cabinet afin de garantir leur pertinence et, par conséquent, leur efficacité.

Mener des actions en faveurs de la **biodiversité**.



CONTACTS



33, rue des Mathurins
75008 Paris
Tél. : 33 (0)1 53 43 22 20
Fax : 33 (0)1 53 43 22 21

Cogérants

Patricia Savin

savin@smaparis.com

Yvon Martinet

martinet@smaparis.com

www.smaparis.com





Le 33 rue des Mathurins



Certificat HQE, réf. 2008
96 kWh/m²/an
Pas de COV...
Chauffage urbain
Plantes dépolluantes
...

